

Gers Socialiste

LE JOURNAL DE LA FÉDÉRATION PS DU GERS

1er trimestre 2009 - numéro 2051



édito de Michaël AURORA



Sommaire

« Rajeunir l'image de la Fédération », par le responsable de la Publication p. 2

Dossier

- Agir vraiment contre la crise
- Plus un plan de rattrapage qu'un plan de relance
- Quand l'Etat organise la pénurie des maisons de retraite
- Les mesures phares du Parti Socialiste

p. 2 & 3

Benoît Hamon dans le Gers p. 4 & 5

Actualités

- Notre avenir mérite mieux
- Réforme du lycée : restons mobilisés
- Pour une éducation populaire gersoise
- Suppression de la taxe professionnelle Brèves

p. 6 & 7 & 8

Hommage p. 9

« En finir avec la confusion » p. 10

Ce début d'année est l'occasion de faire le point sur l'actualité politique et sociale de notre pays.

A cet égard, deux dossiers sont particulièrement préoccupants : l'état des libertés publiques en France et la gestion de la crise économique et sociale par le Président de la République.

Depuis son élection, en effet, le Chef de l'Etat malmène dangereusement les libertés et les contre-pouvoirs démocratiques. On le voit dans une politique pénale expéditive ; dans l'annonce de la suppression du juge d'instruction qui met en cause l'indépendance de la justice ; dans la prolifération des fichiers de police.

Ce qui se passe dans les médias est aussi révélateur. La mise sous tutelle de la télévision publique indique clairement la nature des rapports que le pouvoir veut entretenir avec la presse et les médias. La défection de députés de la majorité lors du vote de la loi sur l'audiovisuel public prouve que cette inquiétude va au-delà des rangs de l'opposition.

Mais le plus grave est encore devant nous. Avec sa réforme du Parlement, M. Sarkozy entend baïllonner l'opposition en limitant son droit d'amendement. Pour se justifier, il invoque l'usage abusif que les parlementaires feraient de ce droit. Qui peut croire que les Français aient apprécié quand la majorité a fait voter en une heure la retraite à 70 ans ?

Sur le plan économique, les mesures présentées par N. SARKOZY pour sortir de la crise sont insuffisantes. Son plan de lutte contre le chômage apparaît

totallement désarmé face à l'ampleur de la vague de licenciements que nous connaissons. Les statistiques catastrophiques du chômage ces trois derniers mois sont tout autant la rançon de la crise que d'une politique à contre-emploi qui consiste depuis dix-huit mois à faire « travailler plus » ceux qui ont un emploi et à laisser se débrouiller ceux qui n'en ont pas.

Quant au plan de relance, tous les experts le jugent inadapté à la situation. Derrière des chiffres et des mots ronflants, il se résume pour l'essentiel à des avances de trésorerie pour les entreprises. Partout dans le monde, on fait des choix de soutien au pouvoir d'achat : Gordon Brown et la TVA en Angleterre, Barak Obama qui propose un plan de soutien à l'automobile, conditionné à l'augmentation des salaires aux Etats-Unis. En France, il n'y a rien de concret sur la question du pouvoir d'achat et surtout aucune remise en cause des choix politiques qui continuent à faire en sorte que la situation de l'emploi se dégrade.

Sur tous les grands sujets, le pouvoir trouvera en face un Parti socialiste combatif qui défendra pied à pied ses convictions et ses solutions. Le rôle de la gauche n'est pas de souffler sur les braises. Il est de donner une voix aux millions d'oubliés de la crise. Il est de construire les bases d'un nouveau modèle dans lequel les Français puissent retrouver espoir. Notre pays a besoin d'une gauche forte et créative. ■

A retenir

Elections Européennes
Vote des militants en section
Jeudi 12 mars 2009



Le Gers Socialiste, premier acte du rajeunissement de l'image de notre Fédération

Si une bonne communication ne fait pas gagner seule une élection, elle peut grandement faciliter une victoire électorale.

Chacun sait aujourd'hui le rôle important qu'ont pris les médias et la gestion de l'image dans le monde politique. S'il était encore nécessaire d'en faire la preuve, la campagne américaine et la victoire de Barak Obama est là pour en témoigner. Dans les premiers chantiers ouverts par notre nouveau Premier Secrétaire Fédéral, la place de la diffusion de l'information vers les militants et la qualité du message politique que nous portons chacun dans notre quotidien reste une priorité. Le Parti Socialiste entretient dans le Gers un réseau important de militants grâce notamment à l'effort des Secrétaires de Sections. Maintenir auprès de chacun de vous une veille politique pertinente et régulière est la garantie d'une diffusion de nos valeurs et l'essaimage de nos idées à travers l'ensemble de nos réseaux. C'est le rôle que doit se donner le Gers Socialiste et que nous entendons perpétuer au travers de ce journal. Pour faire écho à la modernisation nécessaire de l'image de notre Parti, un effort tout particulier a été porté à l'identité graphique et la mise en page de ce numéro. J'espère qu'il vous permettra dès à présent et à l'avenir une meilleure qualité de lecture. ■

Jérôme SAMALENS
Responsable de Publication
Secrétaire Fédéral
à la Communication

Martine AUBRY :

« Nous savons que nous ne réglerons pas, avec ce plan, les problèmes fondamentaux et de structure du système actuel. Mais nous avons là un plan de nature, si nous sommes suivis par le Gouvernement, à sortir la France de l'ornière. Pour nous cette première étape en appelle une seconde bien plus essentielle, sans laquelle rien n'est réglé : le système doit être totalement repensé. En attendant, nous allons défendre ces mesures auprès des Français, avec l'espoir que cette mobilisation puisse permettre à nos idées d'être reprises »

DOSSIER

Agir vraiment contre la crise

La crise financière, économique et sociale que nous traversons est une crise structurelle, exceptionnelle et sans précédent, par son ampleur, sa violence et sa gravité. Martine AUBRY, lors d'une conférence de presse a décliné les 1000 façons socialistes pour agir contre la crise.

Le plan de relance annoncé par Nicolas Sarkozy est largement insuffisant en terme de moyens financiers et ne propose rien pour le pouvoir d'achat et la consommation. C'est pourquoi le Parti Socialiste propose un contre plan de relance rapide et massif (50 milliards d'euros). Ce que les Français attendent ce sont des actions urgentes, absolument nécessaires pour éviter que notre pays ne s'enfonce dans le marasme économique et social ! Plutôt qu'un énième plan de communication dont le Président de la République a le secret, et qui fait se succéder voire se répéter des annonces souvent sans lendemain, il faut un ensemble cohérent de propositions, dont l'élaboration et la mise en oeuvre reposent sur une large concertation avec les collectivités locales, les partenaires sociaux et l'ensemble des forces vives, en France et en Europe.

Dès lors, les propositions formulées par le Parti Socialiste sont d'abord destinées à améliorer immédiatement le pouvoir d'achat des Français, à commencer par les catégories moyennes et populaires : hausse des salaires et des minima sociaux, baisse des prix des produits de première nécessité, augmentation des allocations sociales... Elles visent ensuite à protéger fortement les salariés des conséquences des restructurations, à dissuader strictement les entreprises qui font des bénéfices de recourir aux compressions d'effectifs, et à relancer la



création d'emplois. Un volet important de nos propositions consiste à relancer immédiatement une véritable politique industrielle, qui préfigurera l'émergence de l'industrie de demain. Cette dimension du plan apportera des réponses d'urgence aux secteurs aujourd'hui en crise et à leurs salariés, avant de poser pour l'avenir les bases d'une politique industrielle globale, fondée sur le retour d'un État acteur de l'économie. Les propositions des socialistes face à la crise s'inscrivent ensuite pleinement dans la réponse au défi écologique, par le développement de leviers de croissance innovants et écologiques, et par la prise en compte de la nécessaire maîtrise de la consommation d'énergie. Elles jettent enfin les bases d'un grand projet de régulation financière, afin d'éviter qu'une telle crise ne puisse se reproduire, et comporte une importante dimension européenne, en particulier quant à la nécessaire coordination des plans de relance nationaux dans l'ensemble de l'Union. ■

Gers Socialiste

LE JOURNAL DE LA FÉDÉRATION PS DU GERS

Plus un plan de rattrapage qu'un plan de relance

Par Jérôme SAMALENS, Secrétaire Fédéral à la Communication

Comme en faisait état Benoît Hamon lors de son déplacement dans le Gers, les prévisions de croissance de la commission Européenne pour la France pour 2009 sont de - 1,8 % et ce, en intégrant « le fameux » Plan de relance cher à Nicolas Sarkozy.

De l'aveu même du Chef de l'Etat, lors de son interview de jeudi dernier, ce que le Gouvernement a appelé jusqu'alors un plan de relance ne se résume en fait, pour l'essentiel, qu'en un agrégat de projets sortis des cartons dont certains sont déjà engagés voire en phase d'achèvement. Les routes de ce dernier ont même oublié de passer par le Gers qui ne verra pas un euro gouvernemental malgré les engagements passés dans le cadre du plan état région qui attend toujours d'être honoré.

Poussé sur sa gauche par la mobilisation syndicale et le contre plan du Parti Socialiste, Nicolas Sarkozy ne pouvait, sur le plateau télé rococo de l'Elysée, que faire bonne figure en ajoutant un volet « social » à ce plan. Accouché dans l'extrême douleur tel l'adjectif « social » est à l'antithèse de la pensée politique du Président, ces propositions ne débouchent que sur des demi mesures assujetties à une improbable validation des partenaires sociaux. Mieux, sous couvert d'aider le pouvoir d'achat et la consommation, la coupe franche potentielle pour la première tranche d'imposition se réduit au fur et à mesure des discussions de la soirée à un seul tiers. Et si cette mesure est encourageante, rien pour la majorité des Français, ceux qui sont non imposables et qui seront les plus touchés par les dommages collatéraux de cette crise qui n'a pas encore livré tous ses wagons de licenciements et réductions d'effectifs. ■

Quand l'État organise la pénurie des maisons de retraites

Il y a deux ans, l'État consacrait 150 millions d'euros aux dépenses d'investissement pour la création de maisons de retraite. Aujourd'hui, la Secrétaire d'État à la Solidarité annonce une enveloppe de 50 millions d'euros : il faut une sacrée dose de fantaisie pour qualifier ce recul de « plan de relance »...

Valérie LETARD, a donc décidé d'apporter son écho au « plan de relance » en annonçant le financement de 60 maisons de retraite supplémentaires en France à l'horizon 2011, soit 3 par régions.

Par ailleurs, Valérie LETARD chiffre à 50 millions d'euros la création de 60 maisons de retraite. Or, le coût moyen de construction d'un EHPAD aujourd'hui s'élève à environ 10 millions d'euros. Avec son enveloppe de 50 millions d'euros, le Gouvernement financera donc moins de 10% du coût de la création de ces 60 maisons de retraite. La ministre ne prend pas du tout la mesure du manque de places dans les départements ! Il faut savoir qu'il existe aujourd'hui dans chaque département de France des listes d'attente (30.000 places dans tout le pays) de maisons de retraite prêtes à fonctionner mais qui ne peuvent sortir de terre faute de financement de l'Etat. Or, le Gouvernement ne débloque chaque année, que 7.500 places... En réalité, il organise, par passivité, la pénurie de l'offre d'hébergement pour personnes âgées au moment même où le nombre de personnes âgées de plus de 85 ans connaît dans notre pays une fulgurante progression. ■



Les mesures phares du Parti Socialiste

La relance du pouvoir d'achat et de la consommation passent par :

Une aide de 500 euros pour 13 millions de personnes qui bénéficient de la Prime pour l'emploi et des minima sociaux.

Une baisse de 1% du taux de la TVA pour faire baisser les prix.

Une hausse de 3% du SMIC et la fin des exonérations des cotisations sociales dans les entreprises qui ne concluent pas d'accord sur les salaires.

La revalorisation immédiate des allocations logement de 10 %.

Pour protéger les salariés fragilisés par la crise et relancer l'investissement les socialistes proposent de :

- Décourager les licenciements boursiers
- Obliger le reclassement des salariés licenciés et réindustrialiser les sites abandonnés.
- Augmenter la durée de l'indemnisation chômage.

Pour les socialistes le soutien à l'investissement c'est :

- La construction de 300 000 logements sociaux.
- Un plan de modernisation de l'hôpital.
- La création d'un fonds de soutien aux PME pour l'automobile. ■

Benoît HAMON dans le Gers

3 questions à ...

Benoît HAMON, Porte Parole du Parti Socialiste

Lors de sa venue dans le Gers, Benoît HAMON, porte parole du Parti Socialiste a accordé, pour les militants gersois, une interview exclusive à la rédaction du « Gers Socialiste »

En réponse à la grogne sociale du 29 janvier, Nicolas Sarkozy a annoncé différentes mesures à caractère « social ». Quel regard portes-tu sur ces pistes de réflexions ?

A l'évidence l'intervention de Nicolas Sarkozy n'a pas convaincu les Français. Et pour cause, il n'a répondu à aucun des sujets qui préoccupent les femmes et les hommes qui subissent la crise sociale.

Qu'il s'agisse de l'emploi ou du pouvoir d'achat, le Président de la République s'est contenté de remplir sous les yeux des Français l'ordre du jour de la réunion prévue avec les partenaires sociaux le 18 février.

En vérité, les seules annonces du Président de la République ont une nouvelle fois été réservées au MEDEF. Je pense bien entendu à la suppression de la taxe professionnelle qui n'est ni plus ni moins qu'un nouveau cadeau fiscal accordé aux entreprises sans contreparties sociales, et qui au passage, va gravement porter atteinte aux collectivités locales, notamment dans leur capacité à amortir les effets de la crise sociale. Je pense également à la suppression de la première tranche de l'IR qui affaiblit les capacités redistributives de notre pays, à l'heure où, le véritable sujet pour notre économie est bien la

relance de la consommation qu'une baisse immédiate de la TVA aurait encouragé.

Les pistes annoncées par le Président de la République allient donc incohérence et inefficacité.

Selon moi, Nicolas Sarkozy se caractérise par une forme d'entêtement et d'obstination à penser qu'il a toujours raison seul contre tout le monde, mais surtout par une grande incohérence alors que tous nos partenaires font le choix aujourd'hui de la relance par la consommation et donc par le soutien au pouvoir d'achat des classes moyennes et populaires.

Comme dans d'autres départements, tu as, dans le Gers, rencontré des responsables syndicaux et des personnels en lutte. Fort de ces expériences aux coeurs des revendications des salariés crois-tu que la réunion proposée aux partenaires sociaux



par le Président a des chances d'aboutir à des réponses concrètes en faveur des personnes fragilisées par cette crise ?

Tout dépend du rapport de force que les salariés arriveront à mettre en oeuvre. Après la journée de mobilisation du 29 janvier, et devant la dégradation des indicateurs économiques et sociaux de notre pays, personne ne peut contester que les politiques menées par le droite jusqu'à aujourd'hui n'ont pas fonctionné.

La rencontre entre les partenaires sociaux et le Président de la République doit à l'évidence



Le Chiffre

58%

des personnes interrogées désapprouvent l'action du Chef de l'Etat (baromètre IFOP MATCH)

Gers Socialiste

LE JOURNAL DE LA FÉDÉRATION PS DU GERS



déboucher sur des mesures concrètes de la part du Gouvernement mais le Président doit dès aujourd'hui prendre ses responsabilités. Il y a urgence et pourtant Nicolas Sarkozy persiste dans l'esquive ou les pirouettes... Il y a ce qui relève de la négociation collective et ce qui relève de l'Etat. L'augmentation immédiate du SMIC, l'abandon des plans de suppressions de postes dans les services publics, et en particulier dans l'Hôpital public, où ce sont 20000 postes qui vont être supprimés relève de décisions des pouvoirs publics. Il y a urgence à agir et le Gouvernement ne pourra nous faire croire que tous les sujets qui concernent les conditions de vies des Français seront réglés le 18 février. J'observe d'ailleurs, que les syndicats eux-mêmes attendent, avant le 18, que le Chef de l'Etat annonce des mesures traduisant un véritable changement de cap politique.

En quoi le contre Plan de Relance proposé par le PS serait-il une réponse plus efficace pour les Français ?

La principale caractéristique de notre plan de relance est qu'il s'attaque aux racines de la crise. Il prend la mesure de la catastrophe sociale qui intervient sous nos yeux et à travers lui, nous pouvons créer les conditions de l'émergence d'un nouveau modèle de développement. Contrairement à la droite, notre plan de relance, par son ampleur, atteint le seuil de 2.5% du PIB, soit environ



50 milliards d'euros. Nous savons que c'est le niveau minimum pour que l'argent injecté ait un effet levier, un impact immédiat sur l'économie réelle.

Ce qui distingue principalement nos propositions des mesures annoncées par le Gouvernement, c'est avant tout l'ampleur et la crédibilité de la réponse socialiste. C'est aussi le fait d'avoir un plan qui marche sur ses deux jambes. A la fois un volet consommation et un volet investissement.

Contrairement à ce qu'avance la droite, l'action sur le pouvoir d'achat provoque un effet immédiat et significatif sur la croissance. Alors que l'investissement est en panne depuis 2002, la consommation a été le seul moteur de la croissance. Evidemment pour qu'une baisse de

la fiscalité se traduise par une hausse de la consommation et pas par une augmentation de l'épargne il faut viser en priorité les ménages qui ont une forte «propension à consommer», c'est-à-dire ces ménages qui vont dépenser l'intégralité de chaque euro qui leur serait versé par l'Etat. Exactement l'inverse de ce qu'a fait le Gouvernement avec le paquet fiscal. C'est pour cela que nous avons notamment proposé la baisse d'un point de la TVA, le versement d'une aide immédiate de 500 euros à 13 millions de Français, la hausse de 3% du SMIC et de tous les minima sociaux. ■



INFO OU INTOX

« L'usine MAN, à Saint-Nazaire, n'avait plus de plan de travail. Grâce à EDF et parce que nous avons demandé à EDF de s'investir, il y a 500 emplois qui sont sauvegardés. »

Patrick Devedjian, ministre en charge du Plan de Relance.

Intox : Le contrat de l'entreprise publique et MAN avait été signé avant la mise en œuvre du Plan. De plus, MAN avait prévu une montée en puissance : embaucher 56 personnes en 2008 et, évidemment, aucun licenciement n'a été envisagé pour 2009.



Notre avenir mérite mieux !

Par Michaël Boutines, Animateur Fédéral du MJS

La fin d'année 2008 restera comme le premier moment de l'action collective de la jeunesse du mandat de Nicolas Sarkozy : réforme des IUT, réforme des lycées, plan social avec la suppression de 13 500 postes en 2009 et 11 200 pour la rentrée, malaise dans les écoles primaires. Présents dans les manifestations, aux côtés des jeunes gersois, les Jeunes Socialistes sont dans l'action afin de porter « haut et fort » le droit à l'avenir.

Lors de ses vœux aux enseignants, Nicolas Sarkozy a fait le constat d'une « crise de l'avenir ». Il ne s'agit pas d'une peur de l'avenir engendrée par une construction psychologique collective des jeunes qui seraient en recherche du « confort de l'absolue sécurité » comme semble le penser le Président de la République. Il s'agit d'une réalité qui demande mieux que des tours de passe passe et quelques effets d'annonce.

Certains affirment qu'il faudrait s'en remettre à la seule idée d'égalité des chances c'est-à-dire se contenter de faire en sorte que les chances soient égales sur la ligne de départ. Peu importe les inégalités de résultat à l'arrivée, peu importe les injustices et la violence de la compétition pour peu que la fiction du mérite serve à se donner bonne conscience. Cette conception réductrice de l'égalité tend notamment à renforcer le sentiment de culpabilité de ceux qui sont confrontés à l'échec. Notre conception de l'égalité est celle de l'autonomie et de la réussite pour tous.

Le Mouvement des Jeunes Socialistes dénonce l'hypocrisie de Nicolas Sarkozy en matière de politique jeunesse. La création d'un Haut Commissariat à la Jeunesse, confié à Martin Hirsch n'est qu'un paravent, pour donner l'illusion au Président de renouer avec la jeunesse. Mais les jeunes ne sont pas dupes !

La politique en direction de la jeunesse menée par la droite consiste à supprimer les instances de représentation des jeunes, à tuer à petit feu les organisations d'éducation populaire, à démanteler tout ce qui permettrait aux jeunes d'envisager leur avenir dans la sérénité.

Alors que le Gouvernement s'efforce de confisquer jour après jour le droit à l'avenir des jeunes français avec comme seul horizon toujours plus de précarité et moins d'éducation, Nicolas Sarkozy tente un coup de bluff pour endormir le malaise, la colère de ceux qui représentent la France de demain.

IUT : l'inquiétude générale

Faiblesse des moyens financiers et humains, suppressions de postes : les rentrées successives sous l'égide de la droite depuis six ans ont été très difficiles et mal préparées. Aujourd'hui, à juste titre, les directeurs des établissements, les étudiants, et les enseignants des IUT s'inquiètent. Avec l'entrée en application de la LRU au 1er janvier 2009, les IUT ne recevront plus leur dotation directement de l'Etat mais de leurs universités de tutelle.

Le Parti Socialiste redoute que certaines universités ne soient tentées d'opérer des coupes sombres pour équilibrer leurs budgets et réclame une garantie de moyens au niveau national pour des raisons de cohérence, et éviter des disparités entre les territoires. Plus généralement, il dénonce les baisses de dotations des universités et des laboratoires en crédits de fonctionnement et en emplois.

Il a dit

Au sujet de Nicolas Sarkozy qui s'est plaint à la télévision de faire un travail difficile : « *Moi je connais de nombreuses personnes qui ont un travail difficile. Peu d'entre elles ont l'opportunité d'augmenter leur salaire de 240 % !* »

Philippe Martin, Député,
Président du Conseil Général
du Gers

Info renversante

A la question des journalistes concernant le fichier EDVIGE, Nicolas Sarkozy a répondu en direct sur le plateau TV qu'il avait eu connaissance du dossier, comme eux, en lisant la presse.

Mais que font les Renseignements Généraux !

Rassemblement des secrétaires de sections

Le 1er février dernier, les secrétaires de section de toute la France ont été invités pour une journée de travail à la Mutualité à Paris. Le Gers était représenté par plusieurs camarades.



Autour de Martine AUBRY, une partie de la délégation gersoise : Bernard Ksaz, Michaël Boutines, Jean-Luc Bonneil, Cyril Henriot, Cédric Balech. Etait également présente Anne-Marie Darrieux.

Réforme du lycée : Restons mobilisés !

Par Philippe PUGNET, Secrétaire Fédéral à l'Éducation

Si Xavier Darcos vient de décider le report de la réforme de la classe de seconde, il n'a toutefois pas abandonné son projet global sur le lycée. Plus que jamais, la concertation avec l'ensemble des partenaires de la communauté éducative reste préférable au passage en force.



Avec son projet de réforme du lycée, mené dans la précipitation, le ministre poursuit cette logique implacable engagée avec la disparition programmée des maternelles, poursuivie avec la suppression de 3000 postes RASED (réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté) prévue au budget 2009, et peaufinée avec la remise en cause des moyens des IUT dans le cadre de la loi LRU (loi sur l'autonomie des universités).

A y regarder de plus près, on s'est vite rendu compte que le ministre avait un seul objectif : faire des économies.... A la rentrée 2008, 11.200 suppressions ont été comptabilisées. A la rentrée 2009, on en attend 13.500 et au moins autant chaque année jusqu'en 2012 !

Cette réforme du lycée prévoit, à l'origine, une division de l'année en deux semestres (dès 2009 pour la classe de seconde) et un bac unique avec des options facultatives ; qui sous tend la fusion des trois sections S, L et ES, au profit de toute une série d'options. Cela créera des inégalités entre établissements qui n'auront pas tous les moyens de dispenser toutes les options.

Dès le début du mois de décembre 2008, plusieurs milliers de lycéens

manifestent spontanément, dans toute la France, contre ce projet de réforme : leur message : "On ne veut pas qu'un report, on veut un changement de fond".

Pour le Parti Socialiste, Benoît Hamon tient à préciser, au lendemain du report :

«le Gouvernement a une stratégie vis-à-vis de ce projet et il ne faut certainement pas y voir un renoncement ou un recul. Nous ne pensons pas qu'il faille baisser la garde et cesser d'être vigilant tant ces choix se traduisent par un recul du nombre de postes d'adultes et d'enseignants dans les collèges et les lycées, et surtout une dégradation des conditions d'enseignement tant pour les élèves que pour le personnel éducatif. Un report de cette réforme ne signifie pas un renoncement par le Gouvernement de Nicolas SARKOZY de ses grands choix de politique éducative».

L'école n'appartient ni aux politiques, ni aux professeurs, ni aux élèves, ni aux familles : elle appartient à la République. A ce titre, mener à bien une telle réforme exige avant tout un large consensus entre tous les partenaires de la communauté éducative. ■

brèves

Hortefeux ou quand la nature profonde reprend le dessus...

Au moment de saluer ses secrétaires d'État lors du discours de passation avec son prédécesseur Xavier Bertrand, Brice Hortefeux a rappelé en présentant Fadela Amara qu'elle était "une compatriote". "Comme ce n'est pas forcément évident, je le précise", a-t-il dit.

Mais, comme Brice Hortefeux, Fadela Amara est originaire de Clermont-Ferrand...

Besson : la politique du pire

Eric Besson, invité du grand jury RTL, le 25 janvier dernier, a déclaré à propos de l'histoire de l'immigration : "la France a été et est toujours une terre d'immigration. C'est vrai du XIXe et du XXe siècle, avec les Italiens, les Polonais, d'autres qui se sont intégrés. Ensuite, il y a eu à la fois une invasion... euh, une immigration de provenance d'Afrique et du Maghreb"... Un lapsus ? Brice Hortefeux n'aurait pas fait mieux !

Coup dur pour l'épargne populaire

Le Gouvernement a laissé les plus nantis remplir leurs bas de laine ou plutôt de soie... avec des placements plus que rémunérateurs et responsables pour beaucoup de la crise financière et économique. Désormais le Gouvernement porte un coup aux plus modestes en s'attaquant au taux d'intérêt du Livret A qui passe de 4% à 2%

Les Socialistes fidèles au poste

Le 10 janvier dernier, dans le Gers comme partout en France, les socialistes ont répondu présents à l'appel du Comité national contre la privatisation de La Poste pour dénoncer le projet de Nicolas Sarkozy de privatisation de La Poste.

Pour une éducation populaire gersoise

Lors des mobilisations de la semaine dernière et après l'alerte donnée par les associations d'éducation populaire, les Conseillers Généraux du Gers dénoncent l'abandon par l'État du financement des associations d'éducation populaire complémentaires de l'enseignement public.

Une telle décision est contraire à l'esprit de la charte sur l'école en milieu rural signée le vendredi 21 novembre dernier par le Conseil Général, l'Etat, l'Inspection d'Académie et l'Association des Maires et à laquelle ont contribué les syndicats d'enseignants et les responsables des associations populaires.

Les Conseillers Généraux du Gers condamnent la décision unilatérale et arbitraire du ministre de l'Éducation Nationale à supprimer 25% du financement des actions conventionnées avec ces associations pour l'année 2008 et de ne plus accorder une aide humaine en rappelant des centaines d'emplois d'enseignants détachés.

Le Conseil Général du Gers apporte son soutien aux associations gersaises avec qui il conventionne comme la Ligue de l'Enseignement, la Jeunesse au Plein Air, les Pupilles de l'Enseignement Public ou encore les Francas. Ce désengagement qui s'ajoute à la remise en cause des postes consacrés aux RASED va pénaliser les territoires les plus fragiles et les Français les plus modestes.

Les Conseillers Généraux dénoncent une démarche politique et idéologique qui met à mal l'existence même des mouvements d'éducation populaire qui œuvrent pour la promotion des valeurs de notre République laïque : solidarité, accès aux loisirs, formation, accompagnement pédagogique et d'apprentissage de la citoyenneté.

Réunis en séance le 28 novembre 2008, les Conseillers Généraux du Gers demandent à l'Education Nationale de revenir sur cette décision et de reconduire les financements nécessaires aux associations d'éducation populaire. Dans le respect de nos travaux élaborés dans le cadre de la charte sur l'école gersoise, nous demandons au Préfet du Gers d'être un interlocuteur bienveillant dans ce dossier.

Vœu déposé par le groupe Socialiste, Communiste et Républicain

Suppression de la taxe professionnelle : Nicolas Sarkozy ne rassure pas les collectivités locales

Annoncée en prime time et sans aucune concertation préalable, la suppression de la taxe professionnelle fait naître une grande inquiétude chez les élus sur l'indépendance de financement de leurs collectivités locales.

Cette réforme du financement des collectivités locales touche aussi bien les Départements que les Communes en passant par les Communautés de Communes qui pour beaucoup pourraient perdre leur seul financement dynamique. En effet, nombre des structures de cette strate territoriale ont fait le choix de la Taxe Professionnelle Unique. Cette taxe a donc été transférée des Communes vers les Communautés de Communes qui, en dehors des dotations de l'Etat, n'ont pas d'autre ressource. Si demain l'Etat venait supprimer cette taxe, même en compensant intégralement le manque à gagner, alors les intercommunalités n'auraient plus aucune marge de manœuvre et verraient leurs budgets entièrement dictés par le bon vouloir du Gouvernement. Plus qu'une option pour elles de retrouver une indépendance financière : faire le choix d'un mode de financement additionnel sur la base du foncier bâti. Dans tous les cas il est fort probable que cette réforme engagée à la hussarde n'aboutisse à un transfert de charge de plus vers les ménages.

Jérôme SAMALENS
Conseiller Communautaire à la
Communauté de Commune du
Grand Auch

Vie de la Fédération

Appel aux bonnes volontés

Organisation des manifestations, des meetings, réception des personnalités... si vous souhaitez faire partie de l'équipe fédérale d'organisation merci de bien vouloir contacter la Fédération au 05 62 61 97 50 ou par mail ps32@wanadoo.fr
Nous comptons sur votre engagement militant !

Réseau militant de la toile

A l'heure où le web devient un outil de communication indispensable en politique comme dans la vie quotidienne, il t'est aujourd'hui possible de recevoir le journal « Gers Socialiste » par courrier électronique
Pour cela, fais-toi connaître en envoyant un mail en indiquant « militant de la toile » à :
ps32@wanadoo.fr

Gers Socialiste

LE JOURNAL DE LA FÉDÉRATION PS DU GERS



Hommage à Valmont PIS

Valmont PIS s'est éteint après une vie entièrement consacrée aux autres. La Fédération et la Section de Condom adressent leurs sincères condoléances à sa famille. Elu socialiste, il avait siégé au conseil municipal de Condom aux côtés d'Abel Abeillé et de Jacques Moizan. A travers son implication au sein du MODEF, il défendait la conception d'une agriculture familiale, coopérative et mutualiste. Durant toute sa vie, Valmont fut un ardent défenseur de la justice sociale. Président de l'AICRA 32, il a travaillé pour une juste et digne reconnaissance des retraités agricoles. Les socialistes gersois garderont en mémoire l'exemplarité de ses engagements militants.

Cédric BALECH, Secrétaire de la Section de Condom

Gimont : la section en deuil

Dernièrement notre camarade André LOUBET, de Lussan nous a quittés après un combat plein de dignité face à la maladie. André aura été pendant plus de 30 ans un camarade écouté et respecté. Elu pendant plusieurs mandats à Lussan, André aura assumé son rôle de premier adjoint avec beaucoup d'efficacité et de fraternité. Les camarades de la section socialiste de Gimont renouvellent à sa famille toutes leurs pensées et leur affection.

Jacques MAXCH, Secrétaire de la section de Gimont

Denise Lantrade s'en est allée

Denise Lantrade est née à Miélan le 20 septembre 1926. Après une vie professionnelle bien remplie à Marseille, veuve, elle s'était retirée à Miélan, où elle est décédée le 29 décembre dernier. A son fils qui vit à Grenoble, à sa sœur Eliane, à son beau-frère le Dr Pujo et à sa nièce Françoise, militants de la section de Miélan, nous adressons nos plus sincères condoléances.

Christiane MAGNAT, secrétaire de la section de Miélan

Adieu Fabienne

Fabienne Courdesse s'est éteinte fin janvier 2009, en pleine force de l'âge. A son arrivée à Aignan elle s'est très vite intégrée à la vie du village et a été élue au Conseil municipal où elle s'est pleinement investie. Elle a fait preuve, jusqu'au bout, d'un grand courage face à la maladie. On retiendra d'elle sa force de caractère et son sourire.

Philippe BARATAULT, Maire d'Aignan

**QUAND ON SOIGNE LES RICHES
MIEUX QUE LES PAUVRES:**



Hommage à François Mitterrand

A l'occasion du 13e anniversaire de la mort de François Mitterrand, le 8 janvier dernier, Pouria Amirshahi, Premier Secrétaire de la Fédération Socialiste de Charente et Secrétaire national aux Droits de l'Homme a déposé une gerbe au nom du Parti Socialiste au cimetière de Jarnac, sur la tombe de l'ancien Président de la République.



DECRYPTAGE

En finir avec la confusion

Par Pierre LASCOMBES, Secrétaire Fédéral à la coordination et au développement du Parti

Parfois très injustement usitée, la notion de « social traître » trouve son fondement profond dans l'attitude opportuniste et pitoyable d'Eric BESSON qui n'est pas sans rappeler un passé peu glorieux de la France d'avant guerre.

Il y a quelques jours avant les fêtes de fin d'année, lors du congrès fondateur du nouveau parti qu'il venait de créer, Jean-Marie BOCKEL nous expliquait qu'être moderne, c'était de rendre la gauche compatible avec le Sarkozisme. Aujourd'hui, Eric BESSON, en acceptant le portefeuille détenu par Brice HORTEFEUX, en charge de l'immigration et de l'identité nationale, nous ramène des décennies en arrière. En effet, c'est au congrès de la SFIO de 1933 qu'est apparu un néo socialisme en rupture fondamentale avec nos valeurs sur ces mêmes questions, jusqu'à se vautrer dans les limbes de la collaboration et du fascisme après la disparition de la 3^{ème} république 1940. En deux ans, celui que d'aucuns excusaient d'être un peu trop le chevalier servant des intérêts financiers de VIVENDI, vient d'emprunter le chemin du déshonneur hanté par les fantômes de LAVAL et de DEAT. Ne sous-estimons pas ce choix fait par le Président de la République : il n'est pas le fruit du hasard. Il s'inscrit dans une stratégie de mise en place d'un système de pouvoir chaque jour plus liberticide, chaque jour plus concentré entre ses propres mains. Ne nous trompons pas : Eric BESSON est un homme de droite, en charge d'appliquer la politique la plus réactionnaire que

« Eric BESSON : un homme de droite chargé d'appliquer la politique la plus réactionnaire que la France ait connu depuis l'Occupation ! »

la France ait connu depuis l'Occupation. L'absence de charisme qui le caractérise fera de lui un bon serviteur de l'arbitraire, qui exécutera avec zèle, cynisme, délectation, ce que le Prince lui demandera. Ce dernier pourra exiger beaucoup de lui, de franchir si la nécessité apparaît, les limites de l'impossible, parce qu'il est frappé du sceau de l'infamie trempé dans l'acide de la trahison. Réduire son comportement à une simple « erreur de parcours », à un simple opportunisme, reviendrait à l'honorer. Notre devoir est au contraire de combattre sans complaisance le véritable danger qu'il représente au regard de la défense des Droits de l'Homme, le mépris seul ne suffit pas. L'histoire du socialisme démocratique se confond avec le combat au service de la liberté et pour l'égalité dont le ciment est la recherche perpétuelle de la fraternité entre les hommes. Cet héritage, il nous faut le transmettre aux générations futures et leur montrer que nous en sommes fiers. C'est une exigence morale que de rester fidèle aux valeurs que nous portons. Même si cela est difficile. Le temps nous donnera raison comme le rappelait souvent Léon BLUM « Nous sommes du côté de la vérité ». ■

Contact

« Le Gers Socialiste » - 1 rue du 8 mai -
BP 20147 - 32003 AUCH Cédex
Tel. : 05.62.61.97.50 - Fax. : 05.62.61.86.69
Mail : ps32@wanadoo.fr

Responsable de la Publication :

Michaël AURORA

Directeur de la Rédaction :

Jérôme SAMALENS

Photos :

Jacques POMMIES — Cédric BALECH

1er trimestre 2009 - Numéro 2051 - Imprimé
par nos soins - Tirage à 2.000 exemplaires
N° Commission Paritaire : en cours

